

UNITE NATIONALE CITOYENNE

Comité de pilotage du 17 juin 2021

Présents (physiquement ou à distance): Ludovic Demathieu, Bernard Duchaussoy, Joël Dupont, Nicolas Faiche, Dominique Jamet, Jean-Christophe Lebert, Denis Lelièvre, Jean Magnin, François Morvan, Evelyne Thomas.

Dominique Jamet ouvre le débat sur le thème de l'abstention annoncée pour les élections des 20 et 27 juin. Serait-elle le signe et la preuve du manque d'intérêt des Français pour la politique ? En partie, vraisemblablement. Mais aussi, et sans doute davantage, de leur peu d'appétence pour deux scrutins arbitrairement couplés, brutalement programmés au lendemain de la crise du Covid, et dont la finalité est d'élire des conseils départementaux aux pouvoirs limités et des assemblées régionales au budget et aux compétences également modestes. La décentralisation est à la fois un leurre, tant la réalité des décisions et les moyens financiers demeurent la prérogative de l'Etat, et un danger, dans la mesure où les treize régions sommairement dessinées par François Hollande sur un coin de table, après un bon déjeuner, ne sont conçues par leurs présidents que comme des fiefs et des tremplins pour leurs ambitions nationales. Les circonstances ont fait que le vote n'a été précédé d'aucune campagne, d'aucune explication et n'a donné lieu à aucun débat digne de ce nom. En termes de personnes et de programme, l'offre faite aux électeurs n'est pas à la hauteur de leurs attentes.

Jean Magnin abonde dans ce sens et fait part de son expérience personnelle. En 2019, il a suivi Florian Philippot et adhéré aux Patriotes. Il apprécie toujours la rectitude de la trajectoire de l'ancien n° 2 du F.N. mais regrette, sans parler de ses dérives antivaccin, que son obsession du Frexit et de l'abandon de l'euro n'ait pas pour contrepartie la définition d'une Europe qui serait une confédération de nations souveraines.

Pour **François Morvan**, abstention n'est pas synonyme de désintérêt, mais de refus, de rejet ou de dégoût. Des deux élections prévues, une seule a une signification politique, l'élection régionale. Une éventuelle victoire du RN en PACA, un succès de ce parti dans les Hauts-de-France et en Ile-de-France manifesterait et accéléreraient le déclin de la droite dite « républicaine », avec les conséquences politiques que l'on imagine. Ce qui semble d'ores et déjà acquis, c'est l'échec de l'implantation de la REM. L'élimination de la

malheureuse Sophie Cluzel en PACA, le parachutage raté de dix ministres dans deux régions capitales sont révélateurs de l'échec de la greffe macroniste sur le terrain.

Nicolas Faïche estime qu'il subsiste un attachement géographique et affectif aux départements, mais qu'en tant qu'échelon administratif et politique ceux-ci ont fait leur temps.

Denis Lelièvre constate que les régions ont actuellement pour principale finalité de fournir des postes et des rémunérations à des professionnels de la politique.

Dominique Jamet considère que les scrutins des 20 et 27 juin donneront malgré tout des indications précieuses sur l'éventuel renouvellement et la recomposition du paysage politique. Les Républicains et la République en marche sont-ils des adversaires ou sont-ils susceptibles de s'allier ? Bien qu'ils aient pris leurs distances avec leur ancien parti, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse ne peuvent-ils pas rallier celui-ci à leur candidature ? Les gauches iront-elles divisées ou sont-elles capables de s'unir pour cette échéance et surtout la suivante ? Le R.N. est-il toujours un épouvantail ? Dans les colonnes de Libération ou du Monde, certainement, mais dans la réalité et dans l'opinion ? A force de se dédramatiser, Marine Le Pen s'est banalisée, chiraquisée. Si le R.N., hier contestataire, se fait plan-plan, qu'apporte-t-il ? La continuation de la politique de la droite, avec d'autres hommes, pour les mêmes fins ? Nous assistons à ce que jamais nous n'aurions cru possible : le R.N. est désormais doublé sur sa droite, par Marion Maréchal ou par Eric Zemmour

François Morvan rapproche l'évolution du R.N. de celle de l'extrême-droite européenne. Qu'il s'agisse de Salvini et de sa Ligue ou du chancelier autrichien Kurz, le discours est toujours dur, la gesticulation impressionnante, on brandit toujours les bannières de l'ordre et de la sécurité, mais la ligne est molle, on se rallie à l'euro, au libre-échange, à la supranationalité, à Bruxelles.

Il est certain, appuie Dominique Jamet, que le R.N. a mis beaucoup d'eau dans son vin. C'est une lente et véritable mutation qui a fait peu à peu d'un groupuscule fascistoïde un parti de gouvernement, ou qui aspire à l'être.

Le fait est, quoi qu'il en soit, que nos idées et nos aspirations ne trouvent toujours aucune incarnation plausible. La démarche de Michel Onfray, concrétisée par l'éclatant succès de Front populaire, qui a rassemblé des dizaines de milliers de lecteurs, de fidèles, de sympathisants

prêts à s'engager, ne débouche, de l'aveu même de son initiateur, sur aucune action d'ordre concrètement politique (1). Julien Aubert, dont la sensibilité et les propos se rapprochent fondamentalement des nôtres, n'a pas rompu et ne rompra pas avec son parti et avec son objectif hémiplogique, aux antipodes du gaullisme dont il se réclame, de l'union des droites. Comme Philippe Séguin, il n'a toujours pas largué les amarres, hissé son pavillon et gagné le grand large. Arnaud Montebourg, candidat un jour sur deux, parle d'un « bloc populaire » qui se situerait entre le « bloc réactionnaire » et le « bloc centriste ». Mais encore ? Avec qui, sur quelle base ? Quel sens aurait une aventure qui ne transcenderait pas les vieux clivages et les vieux partis ? De quel avenir serait porteuse une candidature qui bénéficierait des moyens financiers, de la force militante, des parrainages que pourrait lui apporter le Parti socialiste, si affaibli qu'il soit, mais qui serait dès le premier jour plombée par cette compromission avec un passé révolu ?

François Morvan dit à son tour sa sympathie de principe pour les idées et la personne d'Arnaud Montebourg. Mais il ne peut que constater que l'ancien porte-parole de la Réindustrialisation reste prisonnier du cléricanisme de gauche et de ses adeptes, comme le fut avant lui Jean-Pierre Chevènement, et que rien ne donne actuellement à penser qu'il osera s'en libérer. Son pronostic – qu'il ne faut pas confondre avec sa préférence – est qu'en l'état, le mieux placé pour infléchir les choses dans le bon sens pourrait bien être Xavier Bertrand. Il vient de la mouvance séguiniste. Dans la perspective de l'élection régionale et de la nécessité où il est de commencer par rassembler à droite, il insiste actuellement sur les thèmes sécuritaires et autoritaires. Dans la perspective de l'élection présidentielle, il est capable de dépasser cette approche et de muscler, comme on dit, sa jambe sociale.

La question est aussi de savoir, intervient Jean-Christophe Lebert, qui sera, en 2022, le candidat de l'Establishment. Sélectionné en 2017 par la Banque et la Bourse, Emmanuel Macron sera-t-il reconduit ? Lui préférera-t-on en haut lieu, là où les choses se décident, Edouard Philippe ? Emmanuel Macron est-il capable de se renouveler, de faire un jour coïncider ses actes avec ses promesses ? Lebert avoue en rêver parfois. Mais il concède, en riant, qu'il a bien peur que ce rêve ne quitte jamais le pays des songes.

A suivre...(2)

(1) Sous réserve des annonces que pourrait faire Michel Onfray lors de la grande réunion qu'il tient à Strasbourg ce mardi, 29 juin.

(2) Nos amis voudront bien tenir compte de ce que notre réunion du 17 juin s'est tenue alors que nous ne connaissions pas, et pour cause, les

résultats des élections des 20 et 27 juin. La prochaine réunion de notre comité de pilotage a été fixée au jeudi 8 juillet, à 19 heures, au domicile de François Morvan, pour ceux qui pourront nous y rejoindre, et en visioconférence pour nos compagnons de province. Nous pourrons alors étayer nos discussions, nos analyses et nos projets sur les éléments factuels qui nous faisaient défaut avant le deuxième tour des élections régionales et départementales.